

LA GAUCHE ET LA BATAILLE CULTURELLE

Par Jean Blairon

On lit souvent que le recul de la gauche, qui s'observe dans de nombreux pays européens, est dû au fait qu'elle a perdu « la bataille culturelle ».

Le concept d'« hégémonie culturelle » du philosophe marxiste Gramsci est souvent convoqué pour décrire cette bataille, ses protagonistes et ses enjeux¹.

Ramené à ses éléments constitutifs, le raisonnement de Gramsci peut se décrire ainsi :

- la pensée marxiste, qui met en avant que les contradictions du processus de production ne peuvent que s'exacerber et conduire à la révolution, est démentie par les faits ;
- c'est la domination culturelle qui explique cet état de (dé)fait(e) ;
- la domination culturelle est une domination « consentie », c'est-à-dire, pour reprendre ce terme de Chomsky, qu'un consentement aux représentations et valeurs dominantes est fabriqué puis auto-imposé par ceux qui les subissent².

La ligue gramscienne internationaliste publie par exemple cette analyse :

« Gramsci a très vite compris que la politique ne pouvait pas tout et que l'avènement de la société communiste n'était pas inéluctable. Si les « dominants » (les bourgeois) parviennent à maintenir l'ordre social, c'est parce qu'ils ont réussi à exercer leur emprise sur les représentations culturelles de la société dans son ensemble, dont les prolétaires. Il va même plus loin en posant que cette domination culturelle est consentie car intériorisée par les masses laborieuses. Pour elles, cette domination « va de soi ». Elle se perpétue via l'école, l'Église, les corps intermédiaires, les institutions universitaires ou artistiques etc. »³

Ce type de raisonnement débouche sur l'idée d'une « bataille culturelle » qu'il faut gagner :

« Pour changer la société, ce n'est pas tant le pouvoir qu'il faut prendre que les valeurs et les représentations, bref, le système culturel qu'il faut faire évoluer. Toute prise de pouvoir doit nécessairement être précédée par un long travail d'influence idéologique de la société civile. Il faut, par le consentement, installer les valeurs que l'on défend dans le domaine public afin de s'assurer d'une hégémonie culturelle avant et dans le but de prendre le pouvoir. Conquérir les cœurs et les esprits...

Gramsci distingue en effet la « société politique » (institutions, police, armée, justice...) régie par la force de la « société civile » (universités, médias, intellectuels, artistes...) qui diffuse, subrepticement ou ouvertement, une idéologie d'Etat qui permet de maintenir une forme de domination de la population, mais une domination consentie. Dans les sociétés démocratiques comme les nôtres, c'est la société civile qui organise la domination. C'est donc en son sein que la bataille doit être menée.

1 On peut se reporter utilement à l'article d'Aurélien Berthier, « L'hégémonie culturelle selon Gramsci », <https://www.agirparlaculture.be/4>.

2 Pour évoquer ici le raisonnement de Bourdieu : le dominé n'a que les mots des dominants pour dire la domination qu'il subit ; il se fait ainsi le complice involontaire de la relation de domination dans laquelle il est pris.

3 Texte de Xavier Brunschvicg mis en ligne le 22 mars 2017, <http://ligue.gramscienne.over-blog.fr/2017/04/antonio-gramsci-mener-la-bataille-culturelle-pour-gagner-la-bataille-politique.html>.

Concrètement, pour prendre le pouvoir et renverser l'ordre établi il faut distiller ses idées, faire émerger ses points de vue, susciter l'avènement de nouveaux cadres de référence et réaliser un travail de « termite » pour ronger les bases de la société traditionnelle. »

Le plus souvent, comme ci-dessus, la bataille culturelle est représentée comme une lutte de « camps » (les représentations et valeurs des dominants ; celles des opposants) et ses protagonistes sont décrits soit comme des agences (les universités, les médias) soit comme des agents (les intellectuels, les artistes).

Nous pensons que cette représentation est insuffisante sur deux plans :

- les camps, d'abord, ne sont pas homogènes, loin s'en faut ; il faut se donner les moyens de penser leur perméabilité ;
- l'action culturelle n'est pas le fait des seules agences ou agents.

Il nous semble que la gauche, si elle devait se déclarer convaincue de l'importance de la « bataille culturelle », devrait impérativement tenir compte de ces deux dimensions pour l'entreprendre. Nous sommes cependant parfois loin du compte.

Pour le faire paraître, nous essayons de nous en tenir à l'essentiel d'un argumentaire, en choisissant délibérément de ne pas le détailler.

LA PERMÉABILITÉ DES CAMPS

C'est le concept de « champ » élaboré par Pierre Bourdieu qui est nécessaire pour comprendre cette perméabilité.

Le « champ » est un univers spécifique (il ne fonctionne comme aucun autre, il a des règles bien à lui), qui tend vers l'autonomie (il se sépare d'autres univers, jusqu'à parfois tourner sur lui-même). Les agents du champ sont pris dans des relations de concurrence et de rapports de force dont l'enjeu est la définition de ce qui est légitime dans le champ.

Ainsi du champ politique :

« J'ai dit en commençant que le champ politique pouvait être décrit comme un jeu dans lequel l'enjeu est l'imposition légitime des principes de vision et de division du monde social. Il y a les blancs et les noirs mais aussi les métis, qui sont tout aussi importants virtuellement ; si l'on fait une sociologie comparée de la manière de traiter l'opposition entre les blancs et les noirs, on voit tout de suite que la situation n'est pas du tout la même au Brésil, aux Etats-Unis et en France. L'un des enjeux de la lutte politique peut être de déplacer ces frontières ou ces dichotomies. Les luttes politiques ont des enjeux intellectuels, des principes de vision et de division. Comme disaient les Grecs, ce sont des catégories, des principes de classement. Ce que l'on appelle des luttes de classes sont en fait des luttes de classement. Changer ces principes de classement n'est pas simplement faire un acte intellectuel, c'est aussi faire un acte politique dans la mesure où les principes de classement font des classes, qui sont mobilisables. »⁴

Mais il ne faudrait pas croire que les luttes pour « les principes de vision et de division » se font seulement au nom de ceux qu'elles concernent (comme les noirs et les blancs). Ces luttes se font aussi **en référence à ceux qui les mènent**, c'est-à-dire en référence aux relations constitutives du microcosme dans lequel elles se mènent.

Cette phrase de Bourdieu sur le champ politique résume parfaitement ce dont il est question ici :

« Au contraire, dire qu'il y a un champ politique, c'est rappeler que les gens qui s'y trouvent peuvent dire ou faire des choses qui sont déterminées non par la relation directe avec les votants mais avec les

4 P. Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses universitaires, 2000, p. 67.

autres membres du champ. Il dit ce qu'il dit – par exemple une prise de position à propos de la sécurité ou à propos de la délinquance... – non pas pour répondre aux attentes de la population en général ou même de la catégorie qui lui a donné sa voix, qui l'a désigné comme mandataire, mais par référence à ce que d'autres dans le champ disent ou ne disent pas, font ou ne font pas, pour se différencier ou au contraire s'approprier des positions propres à menacer l'apparence de la représentativité qu'il peut avoir. »⁵

Il y a donc dans le champ politique un effet tendanciel d'imitation des uns par les autres comme on le constate dans le champ médiatique : les différents médias s'observent en permanence et disent souvent ce qu'ils disent pour éviter d'être à la traîne par rapport à ce que les autres sont susceptibles de dire.

En d'autres termes, il y a une légitimité dominante propre à un état du champ qui conduit tendanciellement à un alignement spécifique des uns sur les autres et qui explique une perméabilité des positionnements, surtout pour ceux des agents politiques qui confondent l'action politique avec la « comm' » et le marketing.

Dans cette logique, on risque de ne choisir de dire que ce qui est (soi-disant) entendable par « l'opinion », voire que ce qui est réputé « vendeur » : en se calquant sur ce qu'un autre protagoniste pourrait dire et qui serait susceptible de « convaincre » « l'opinion », on peut en arriver à défendre les idées qu'on est supposé combattre. En réfléchissant en termes d'« opinion », comme si celle-ci était homogène, c'est-à-dire en se calquant sur la majorité présumée qui incarne l'opinion, on produit en fait un alignement sur le courant dominant – et on se prive peu à peu d'éléments alternatifs ; et on peut perdre la lutte culturelle.

Il y a donc un double facteur qui explique la perméabilité :

- les questions qui sont jugées décisives en matière politique sont en fait imposées par ceux qui sont dominants dans le champ de la décision, les autres tendant souvent à s'aligner : des plis décisifs peuvent ainsi être pris, qui vont se traduire en « problèmes politiques » dont tous vont s'emparer : restaurer la compétitivité, libérer l'entreprise, etc ;
- au niveau de la représentation qu'on souhaite exercer (en conquérant un « mandat » donné par l'électeur), on peut être tenté de dire au corps électoral ce qu'il est supposé vouloir entendre.

Les deux facteurs peuvent évidemment cumuler leurs effets.

Si la gauche veut mener une bataille contre l'hégémonie culturelle qu'elle subit aujourd'hui, elle doit donc analyser en son propre sein comment elle a elle-même favorisé, par ses choix, ses conversions ou ses abandons la légitimité des positions dominantes et comment elle a pu « s'adapter » à « l'opinion » qu'elle a considérée à tel moment comme « majoritaire ».

Cette question se décline en termes de contenus et en termes de processus.

En termes de contenu, le retour réflexif et critique en matière d'hégémonie culturelle devrait à tout le moins porter sur la conversion partielle de la gauche ou d'une partie de celle-ci à l'économisme et au néolibéralisme.

L'économisme fait du champ économique le moteur exclusif de la société et des entreprises capitalistes, le modèle unique de « l'activité » légitime. Cette assimilation est telle que la gauche a pu accepter la vente au privé des services publics les plus rentables et souscrire à l'introduction de fonctionnements capitalistes dans les environnements qui s'y opposent. Elle a pu aussi promouvoir ou accepter un modèle d'« Etat social actif » qui détricote l'Etat social et oblige les moins favorisés à se comporter comme des « petits entrepreneurs de leur existence »⁶, sans qu'ils possèdent ni entreprises ni capitaux. Mais, promus au statut

5 P. Bourdieu, *op.cit.*, p. 57.

6 L'expression est de Pierre Bourdieu. Il voit dans la généralisation du modèle de « contrat » dans l'aide sociale et de l'idéologie du « self help » obligé la trace de la domination sans partage du modèle capitaliste.

d'auto-entrepreneurs de leur vie (par des « projets individualisés d'insertion sociale » (PIIS) par exemple), les moins favorisés peuvent être considérés comme responsables de leurs échecs et abandonnés par l'Etat (par exemple être sanctionnés financièrement ou privés de droits), comme les franchisés peuvent l'être par la firme-mère qui leur a très généreusement accordé une autonomie ultra-dépendante et ne s'estime pas engagée dans les difficultés qu'ils peuvent rencontrer.

Reconstituer les chaînes causales qui relient les positionnements alignés à des éléments de conversion situés en amont paraît ainsi nécessaire si l'on veut entreprendre une bataille pour l'hégémonie culturelle. Par exemple, la logique néo-libérale qui promeut un individualisme consommateur, au détriment de toutes les logiques collectives, peut inspirer une politique du logement favorable à la propriété privée qui, en cascade, produira une logique de ségrégation géographique et sociale, elle-même inspirant une approche sociale sécuritaire (dans la politique des villes, dans la promotion de « contrats de sécurité », etc.).

En termes de processus, le défi est au moins double.

- **Au lieu de s'aligner sur le probable, la gauche peut-elle contribuer à l'éviter ?** Pierre Bourdieu le suggère :

« Quand M. Allègre prend par exemple position sur les vacances des professeurs, c'est vraiment facile, c'est vraiment de la démagogie. Non que je veuille défendre les professeurs, il n'y a qu'à lire ce que j'ai écrit. Je n'ai pas non plus beaucoup d'illusions mais je veux dire qu'un certain discours sur un corps social en état de crise (pas seulement parce qu'il faut enseigner dans les banlieues), en état de semi-anomie, qu'il s'inspire de sondages ou d'un instinct populiste, a quelque chose de tout aussi scandaleux que les déclarations populistes à la Le Pen. Si vous dites que les professeurs ont trop de vacances, vous faites 80 % dans tous les sondages. **Un des rôles des politiques pourrait être de se servir de la connaissance des tendances, du probable, pour le rendre difficile au lieu d'accompagner ce probable.** »⁷

- **Deuxième dimension de processus : le choix en matière de production des principes de vision et de division légitimes ; individuel et imposé d'en haut, ou collectif et participatif ?**

« On ne peut sortir de l'addition mécanique de préférences qu'opère le vote qu'en traitant les opinions comme des signes qui peuvent être changés par l'échange, par la discussion, par la confrontation, le problème n'étant plus celui du choix, comme dans la tradition libérale, mais celui du choix du mode de construction collectif des choix, du mode de fabrication de la « volonté générale » par la délibération libre, par l'acte communicatif, comme dit Habermas, qui change les contenus communiqués et les gens qui communiquent, par le travail collectif de recherche de l'opinion commune. »⁸

L'ACTION DES « CRÉATURES »

Michel Callon et Bruno Latour désignent par le terme de « créatures » des « concepts », des « modèles » inventés dans les laboratoires, par exemple de sciences sociales (ce que nous avons appelé supra des « agences »). Ces inventions sont insérées dans la société et n'y restent pas sans effets ; on peut considérer qu'en se répandant, en étant adoptées, elles agissent en quelque sorte pour leur compte.

En désignant ces « créatures » comme des « actants » non-humains, Callon et Latour attirent notre attention sur la capacité d'action et d'influence propre des concepts et modèles, indépendamment des agents qui les emploient.

7 P. Bourdieu, *op.cit.*, p. 75.

8 *Idem*, p. 88.

Ce thème est très important pour expliquer la défaite culturelle : si les dominants arrivent à ce que les dominés consentent à employer les « créatures » favorables à leur domination, l'action propre de ces créatures pourra se déployer par elle-même et affaiblir les positions alternatives.

L'exemple le plus criant de « créatures » est constitué par les outils de management capitaliste qui sont imposés aux services publics par leurs dirigeants, souvent eux-mêmes contraints de le faire (un « terminus a quo » de cette tendance est sans doute la réforme « Copernic » prise par le ministre SP.a Luc Van Den Bossche en 1999).

En transformant les services publics en « services aux publics », en requalifiant les citoyens en « clients », en imposant à tous les services publics des « plans opérationnels » conçus sur le modèle le plus instrumental et le plus technocratique qui soit, on permet la diffusion **par elle-même** de la logique néo-libérale ; lorsqu'on assimile ainsi toutes les « organisations » au modèle dominant qui est ainsi institué comme unique, lorsqu'on abandonne la recherche d'alternatives, il ne faut pas s'étonner de la diffusion d'une pensée dominante et de sa suprématie dans son propre camp.

Il serait intéressant à ce sujet de pouvoir analyser les « créatures » que l'école publique d'administration diffuse dans la pensée de ses futurs cadres : sont-elles monolithiques ? Font-elles une place à la réflexivité critique et à la recherche de nouveaux possibles ? La lutte pour la légitimité dans le champ du pouvoir est-elle évoquée et analysée ?

Aujourd'hui, la situation est si dramatique qu'on commence à voir des dirigeants publics imposer aux associations des « contrats d'objectifs » conçus sur le modèle dénaturé qu'ils imposent à leur administration (contraints par qui ou quoi ?). Alors que l'action associative, réputée autonome, se caractérise notamment par la reconnaissance qu'elle octroie à l'essentiel : soutenir le désir de vivre de ceux qui sont victimes d'inégalités ou de discriminations, comme une situation de handicap ; nous pouvons y référer cette phrase d'Anne Querrien à propos de la maladie mentale :

« Projeter sur cette réalité des catégories unifiées, c'est interdire l'émergence de nouveaux processus de subjectivation. »⁹

L'analyse institutionnelle, Félix Guattari en particulier, a toujours opposé à ce quadrillage conceptuel « une libération préalable d'une énergie de désir – par exemple le désir de vivre » pour que ce désir « **trouve sa voie dans un agencement** des personnes, des fonctions, des rapports économiques et sociaux tourné vers une politique d'ensemble de libération. »¹⁰

Nous sommes alors évidemment aux antipodes de l'imposition d'une « créature » d'origine technocratique et d'inspiration néo-libérale ; mais est-on sûr que le « désir de vivre » n'est pas le ressort et l'enjeu de ceux qui vivent des situations dominées, comme de ceux qui souhaitent les aider à s'en libérer ? Comment la gauche a-t-elle pu tourner le dos à ce principe de vision et de division ?

Si l'hégémonie culturelle est le fait de ce que les gramsciens appellent la « société civile », on ne peut pas mieux contribuer à sa propre défaite qu'en utilisant et faisant utiliser les « créatures » incompatibles avec son projet politique progressiste.

Il convient aussi de ne pas sous-estimer le rôle des créatures dans l'établissement de la perméabilité que nous avons dénoncée ci-dessus.

Ce rôle est patent dans ce paradoxe : le texte publié par La ligue gramscienne internationaliste que nous avons cité ci-dessus est écrit par... un Directeur de la communication et des affaires publiques, qui, dans la suite du texte, vante le rôle sociétal des entreprises dans la société civile et tire à elles la lutte culturelle...

9 A. Querrien, <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2008-3-page-108.html>.

10 F. Guattari, *Révolutions moléculaires*, Encres, pp. 172-175.

« Les entreprises ne peuvent plus rester « planquées » et considérer qu'elles peuvent se contenter de circonscrire leur activité, leur impact et leur responsabilité à la seule sphère économique. Vous le savez, les entreprises ont une responsabilité sociale, voire sociétale, croissante. On peut même aller plus loin et considérer que cette responsabilité a évolué. On est passé de (en anglais dans le texte) la « Corporate Social Responsibility » à la « Corporate Social Accountability ». Bref, non seulement il ne faut pas faire de conneries mais en plus on va venir vérifier et on va même exiger que vous ayez un impact positif...

Les entreprises doivent donc se tourner vers l'extérieur, comprendre la société dans laquelle elles évoluent, tenir compte des besoins des consommateurs mais également des exigences des citoyens, manager leurs relations avec les associations, discuter avec les élus, accepter de satisfaire l'insatiable curiosité des journalistes... Sans oublier leurs propres collaborateurs dont **l'allégeance s'émousse** (nous soulignons).

Pour les communicants, c'est pain béni ! Alors que les Directeurs / Directrices de la communication devaient auparavant gérer des tuyaux et des canaux pour délivrer de façon descendante des messages à des cibles clairement définies et circonscrites, ils / elles doivent maintenant être en interaction permanente avec de multiples parties-prenantes dans un environnement de plus en plus complexe, instable et mouvant. **Le / la Dir com° devient une sorte d'intercesseur entre l'entreprise et son environnement.** Il est d'ailleurs souvent devenu un Directeur de la communication ET DES AFFAIRES PUBLIQUES. C'est plus compliqué mais d'autant plus passionnant. »¹¹

CONCLUSION

Le désarroi de plus d'une gauche européenne devrait conduire chacune à analyser sans complaisance ce qui a pu la conduire à une défaite à propos des principes de légitimité qui ont triomphé dans le champ politique dont elle fait partie (par exemple du principe de légitimité de l'action de l'Etat) ; pour cela, il ne suffit pas de combattre les productions culturelles de la droite : il faut examiner sans complaisance les perméabilités qu'on a laissé se produire ou qu'on a favorisées et passer au crible les « créatures » dont on a soi-même rendu l'action possible. Faute de cette critique sans concession et des changements nécessaires qu'elle requiert, il y a peu de chances que la domination culturelle s'affaiblisse ou s'inverse.

Le désespoir de la politique qui fait penser et dire à tant de citoyens que « ce sont tous les mêmes » (et qui favorise les votes extrêmes et le renforcement de la domination) a en effet une réalité que nous pensons avoir pu partiellement décrire en évoquant les perméabilités internes au champ politique et l'action discrète et décisive des « créatures » qui permettent de gagner la bataille culturelle sans même devoir la mener soi-même...

En évoquant des enjeux de contenu et de processus, en rappelant l'énorme capital culturel accumulé par les agencements critiques et créateurs, nous pensons avoir affirmé aussi qu'il n'y a là rien d'inéluctable.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « La gauche et la bataille culturelle », *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, mai 2018, URL : www.intermag.be/635.